



# Le pouvoir du peuple dans un monde en péril

**HARDY MERRIMAN**

Essai de cadrage de la conférence sur le pouvoir du peuple de  
Copenhague de 2023



**« Nous  
avons  
besoin  
du  
pouvoir  
du peuple  
pour faire  
face à  
un  
monde  
en péril. »**



**Hardy  
Merriman**

# CREDITS

Publié par **ICNC Press**

International Center on Nonviolent Conflict  
600 New Hampshire Ave NW, Suite 1010  
Washington, D.C. 20037 USA  
[www.nonviolent-conflict.org](http://www.nonviolent-conflict.org)

RÉDACTEUR EN CHEF DE LA SÉRIE : Bruce PEARSON  
COORDINATRICE ICNC FRANCE : Amber FRENCH  
TRADUCTRICE : Bergeline DOMOU  
RELECTRICE : Raphaëlle ABOU  
MISE EN PAGE : Arno SEBBAN  
PHOTO COUVERTURE : Tomas AYUSO

© 2024 Hardy Merriman Tous droits réservés.

ISBN : 978-1-943271-95-5



La présente publication s'inscrit dans le cadre de la collaboration REACT (la Recherche en action) entre ActionAid Danemark (AADK) et ICNC (Centre international sur le conflit non violent).

Cet essai a été légèrement modifié par rapport à sa version originale.

Avis de non-responsabilité de la publication : Les désignations utilisées et les faits présentés dans cette publication n'indiquent pas l'expression d'une opinion quelconque de la part d'ICNC ou d'AADK. L'auteur est responsable de la sélection et de la présentation des faits contenus dans cet essai, ainsi que de toutes les opinions qui y sont exprimées, lesquelles ne sont pas nécessairement celles d'ICNC ou d'AADK et n'engagent en rien l'organisation.



# SOMMAIRE



- 05** Avant-propos  
par Tim Whyte
- 07** Introduction
- 13** Lutter contre la montée  
de l'autoritarisme
- 22** Stopper le chaos climatique
- 32** Promouvoir la paix et la sécurité
- 44** Conclusion
- 45** Remerciements
- 46** Au sujet de l'auteur
- 48** Notes de bas de page



# AVANT- PROPOS



Un récent rapport des Nations Unies a abouti à la conclusion que les acteurs tels que les gouvernements et la société civile doivent faire preuve d'ouverture et permettre aux mouvements sociaux d'être des partenaires clés pour « reconstruire en mieux » à partir des crises qui s'entrecroisent aujourd'hui.\* La conférence de Copenhague sur le pouvoir du peuple contribue à montrer comment nous pouvons concrétiser cet objectif de manière plus efficace. Nous réunissons des dirigeants de mouvements ainsi que des représentants de gouvernements, de parlements, d'universités, du secteur privé, d'institutions multilatérales, de fondations, de médias, d'activistes et d'organisations de la société civile de plus de 60 pays à travers le monde. Nous espérons

\* Bureau du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme : [« Les gouvernements doivent faire preuve d'ouverture et permettre aux mouvements sociaux d'être des partenaires clés pour "reconstruire en mieux" : Un expert de l'ONU »](#), communiqué de presse, 28 octobre 2022.

que, de nos échanges, naîtront de nouvelles idées qui permettront aux différents acteurs de soutenir plus efficacement les mouvements et de commencer à nouer les relations susceptibles de faire avancer les choses.

Pour préparer cet essai de cadrage sur l'état des mouvements sociaux, nous avons sollicité Hardy Merriman, du Centre international sur le conflit non violent, au sujet des trois thèmes clés que nous aborderons lors de la conférence. J'espère que cet essai constituera une base solide pour de nouveaux dialogues et de nouvelles idées lors de la conférence et dans les années à venir.

Bienvenue à Copenhague !

Tim Whyte Secrétaire général  
Mellempfolkeligt Samvirke/ActionAid Denmark



# INTRO- DUCTION



Le monde est confronté à trois crises graves et interdépendantes.

L'autoritarisme gagne du terrain dans le monde entier depuis près de vingt ans. Quant au changement climatique, il fait l'objet d'études de plus en plus approfondies et de prévisions publiques depuis les années 1970.<sup>1</sup> La montée des conflits violents et de l'insécurité est le résultat prévisible des vagues d'autocratie et du chaos climatique.

Les signes avant-coureurs étaient clairs depuis des années. Plusieurs personnes ont entrepris des démarches pour que les gouvernements et les institutions multilatérales prennent des mesures préventives adéquates pour faire face à ces

crises et protéger l'humanité de leurs conséquences les plus graves. La société civile et les décideurs politiques ont considérablement investi l'engagement institutionnel et les initiatives de plaidoyer, en partant du principe que les données, le raisonnement, l'éducation de la population et l'intérêt général permettraient d'apporter une réponse proportionnée à ces défis.

Ces décennies de travail ont eu des effets positifs, mais elles ont également été inadéquates. Aujourd'hui, ces crises ont pris des proportions exponentielles : les démocraties reculent ; les autocrates sont coordonnés, effrontés et puissants ; le carbone atmosphérique augmente ; la violence sociétale, les conflits et le risque d'expansion de la guerre s'intensifient.



## **LA NÉCESSITÉ DU POUVOIR DU PEUPLE**

Il est urgent de réagir de la manière la plus complète et la plus efficace possible face à ces tendances actuelles (que certains qualifient de « multicroise »).<sup>2</sup> La liberté, la paix, la prospérité, la stabilité, le respect des droits humains et les moyens de subsistance des générations actuelles et futures en dépendent. Des stratégies urgentes et coordonnées sont nécessaires.

Les efforts des gouvernements, des institutions multilatérales et des entreprises restent incontournables, mais ils se sont révélés insuffisants. En effet, les incitations politiques et économiques les poussent trop souvent à refuser d'agir, à retarder leur action et à se contenter d'une compilation de mesures.

## DÉFINITIONS : MOUVEMENTS ET POUVOIR DU PEUPLE

**D**ans le cadre de ce travail, les mouvements sont définis comme étant des efforts collectifs continus visant à apporter des changements conséquents dans un ordre social, économique ou politique. Ils reposent sur la société civile, impliquent une large participation populaire et alertent, éduquent, servent et mobilisent la population.<sup>3</sup>

Les mouvements émergent généralement en marge de la société civile formelle et sont souvent dirigés et composés à l'origine par des personnes directement concernées par un problème particulier. Ils impliquent à la fois une mobilisation et une organisation — il ne s'agit pas de manifestations spontanées ou désorganisées. Les mouvements peuvent inclure des organisations formelles (parfois appelées « organisations de mouvements sociaux »), mais ils sont plus importants que n'importe quelle organisation ou coalition, car leur principal point commun est la participation volontaire des citoyens (entendus ici comme les personnes qui vivent dans un certain lieu, plutôt que comme un statut juridique particulier) et des communautés.

Le pouvoir du peuple (également appelé « résistance civile » ou « action non violente ») est l'utilisation d'un large éventail de tactiques non violentes, telles que les grèves, les boycotts, les ralentissements, les manifestations, la désobéissance civile, la création d'institutions alternatives et de nombreux autres actes de non-coopération, pour parvenir à un changement social, économique ou politique. Grâce à ces tactiques (qui impliquent souvent l'exercice de droits humains reconnus à l'échelle internationale), le pouvoir du peuple modifie le comportement collectif de manière stratégique et ciblée afin de modifier l'équilibre du pouvoir dans la société. Le pouvoir du peuple peut également être déterminant pour faire changer les modèles sociétaux en matière de légitimité, d'équité, d'égalité et de relations entre les groupes de la société.

Si les tactiques du pouvoir du peuple sont distinctes des méthodes institutionnelles officielles de changement (tels que les élections et le système juridique), dans la pratique, de nombreux mouvements recourent à la fois au pouvoir du peuple et aux méthodes institutionnelles.

Face à ce constat d'échec institutionnel, les communautés organisent des mouvements populaires et recourent fréquemment à des tactiques de résistance civile telles que les grèves, les boycotts, la désobéissance civile, les manifestations, la non-coopération et d'autres actions non violentes, pour exiger le changement. Ces mouvements éduquent, mobilisent, responsabilisent, créent des alliances et renouvellent la participation des citoyens. Ils imposent également des accusations aux auteurs d'abus et proposent des solutions capables de répondre à l'ampleur et à la rapidité des menaces auxquelles la société est confrontée.

L'une des principales possibilités qui s'offrent à nous aujourd'hui est d'aligner davantage les approches descendantes et les pressions ascendantes. Les mouvements ont besoin des institutions pour faire évoluer les politiques, et les institutions ont besoin des mouvements pour les responsabiliser et modifier les incitations politiques et économiques de manière à ce qu'un changement significatif des politiques devienne possible. C'est donc grâce à des efforts combinés que l'on pourra inverser la tendance en matière d'autocratie, de changement climatique et de conflits violents.

Pourtant, les partisans des approches descendantes et les mouvements ascendants n'ont pas toujours entretenu des relations harmonieuses. Des idées fausses sur les mouvements persistent au sein des institutions, et il est parfois complexe de s'engager auprès d'eux. Il n'est pas toujours évident de savoir avec qui s'engager, comment et quand. Les mouvements sont également réfractaires au contrôle externe et peuvent parfois prendre des mesures qui placent les acteurs institutionnels face à des dilemmes. Par ailleurs, les alliés institutionnels craignent quelquefois que les efforts déployés pour venir en aide aux mouvements ne se retournent contre eux et ne les exposent à des accusations de soutien extérieur ou de cooptation.

Ces risques ne constituent pas des raisons suffisantes pour détourner les alliés institutionnels de leur engagement auprès des mouvements, mais plutôt des raisons pour qu'ils s'y intéressent. De nombreuses recherches montrent que les mouvements populaires ont été l'un des moteurs les plus puissants de la démocratie dans le monde au cours du siècle dernier.<sup>4</sup> Ces mouvements sont également des facteurs déterminants pour obtenir de meilleurs résultats en matière de climat, de paix et de sécurité.<sup>5</sup>

En outre, les études et les pratiques antérieures donnent des indications importantes pour une collaboration efficace avec les mouvements.<sup>6</sup> En somme, il est possible de faire face à la complexité de la tâche.

Dans les pages qui suivent, nous présenterons le rôle essentiel des mouvements de lutte contre l'autoritarisme, le changement climatique et les conflits violents, tout en commentant la manière dont les alliés institutionnels peuvent mieux les soutenir et les mettre en œuvre.



# LUTTER CONTRE LA MONTÉE DE L'AUTORITARISME



## LE DÉFI

Une puissante vague autocratique déferle sur le monde. Selon diverses estimations, le monde connaît sa dix-septième année consécutive de déclin démocratique, et le niveau moyen de démocratie dans le monde a atteint son point le plus bas depuis 1986.<sup>7</sup>

Un monde marqué par la montée de l'autocratie est un monde plus dangereux pour tous, y compris pour ceux qui vivent actuellement dans des démocraties, car l'autoritarisme accroît les risques de conflits violents, d'instabilité et d'insécurité,

de crises humanitaires, de corruption, d'affaiblissement des institutions multilatérales, d'hébergement d'acteurs non étatiques violents et d'attaques contre les démocraties.<sup>8</sup> Les autocraties se sont également révélées nettement moins efficaces dans la lutte contre le changement climatique.<sup>9</sup>

Pour garantir à long terme la paix, la sécurité et les droits humains en faveur des populations du monde entier, il est donc essentiel d'inverser la tendance autocratique actuelle. Mais que faut-il pour favoriser une nouvelle vague démocratique ?



## LE RÔLE DES MOUVEMENTS

Les résultats de trois études offrent une base de référence pour l'évaluation des mouvements et de leur rôle dans la lutte contre les régimes autoritaires.

**Premièrement, la résistance civile est devenue le moyen le plus répandu à l'échelle mondiale pour défier les autocrates.** Les études montrent que le nombre de nouveaux mouvements ayant des « objectifs maximalistes » (créer une transition politique, vaincre une occupation étrangère ou obtenir l'indépendance territoriale) a augmenté de façon spectaculaire depuis les années 1990 — avec 42 nouveaux mouvements apparus entre 1990 et 1999, contre 96 entre 2010 et 2019.<sup>10</sup> Cette augmentation est en partie le résultat de la vague autocratique actuelle. À mesure que les gouvernements deviennent

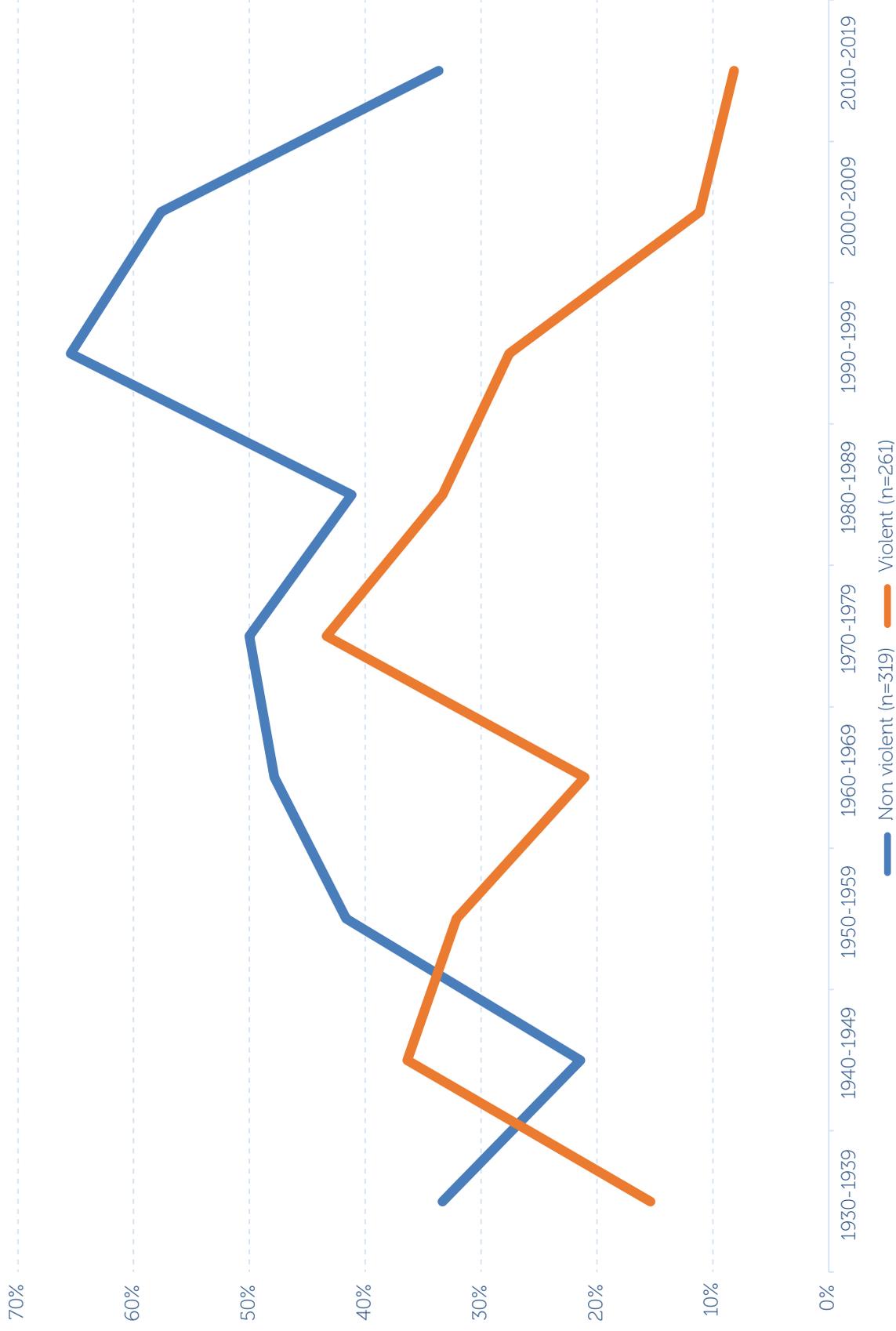
irresponsables, corrompus et abusifs dans les dictatures et que les démocraties sont en recul, les citoyens perdent confiance dans les canaux institutionnels de changement et cherchent donc d'autres moyens d'atteindre leurs objectifs sociaux, économiques et politiques. Outre les mouvements réclamant la démocratie, un grand nombre de campagnes non violentes locales et nationales revendiquent également toute une série de droits humains connexes, notamment les droits des femmes, des minorités et des communautés marginalisées, les droits du travail, ainsi que la transparence et l'État de droit.

**Deuxièmement, les mouvements de résistance civile sont déterminants pour faire progresser les transitions démocratiques.**

Entre 1900 et 2019, les mouvements de résistance civile aux visées maximalistes ont atteint leurs objectifs avec 51 % de succès, contre environ 26 % pour les insurrections violentes au cours de la même période.<sup>11</sup> En outre, une fois qu'une transition contre un autocrate a eu lieu, les perspectives de démocratie et d'autres facteurs de stabilisation se sont avérées nettement plus élevées pour les transitions menées par la résistance civile. Par exemple, entre 1900 et 2006, 57 % des mouvements de résistance civile maximalistes ont abouti à des résultats démocratiques cinq ans après la transition politique.<sup>12</sup> En revanche, lorsqu'une insurrection violente a entraîné une transition politique, elle n'a abouti à un résultat démocratique que dans 6 % des cas.<sup>13</sup>

Les transitions induites par la résistance civile sont également associées à des rebonds du taux d'espérance de vie d'un pays par rapport aux transitions initiées par une insurrection violente.<sup>14</sup> Les transitions obtenues par la résistance civile sont également nettement plus performantes que celles conduites par les élites (du haut vers le bas) en termes d'avancées démocratiques durables. Les études montrent qu'entre 1972 et 2004, les transitions menées par les élites qui n'étaient pas accompagnées d'un mouvement populaire non violent n'ont abouti à un résultat démocratique que dans 14 % des cas.<sup>15</sup> En outre, il a été constaté que les transitions menées par la résistance civile conduisaient à une croissance économique plus importante que les transitions imposées par le sommet.<sup>16</sup>

**Figure 1. Taux de réussite des campagnes de masse non violentes et violentes, par décennie (1930-2019)**



Source : Erica Chenoweth, "The Future of Non violent Resistance," dans *Journal of Democracy* 31, no. 3 (juillet 2020).

Les mouvements se sont, de surcroît révélés aptes à protéger la démocratie lorsqu'elle est attaquée et jouent un rôle important dans la lutte contre le recul de la démocratie.<sup>17</sup>

**Troisièmement, les taux de réussite des mouvements de résistance civile ont fortement diminué au cours des dernières décennies.** Le taux de réussite des mouvements le plus élevé a été de 65 % dans les années 1990, mais il est descendu à 34 % dans les années 2010, et a encore chuté au cours des premières années de la décennie actuelle, dans le contexte de la pandémie de COVID-19.<sup>18</sup>

Ainsi, à l'heure où les régimes autocratiques refont surface, le taux de réussite de l'une des forces démocratiques les plus puissantes au monde est en baisse.

Ironiquement, cette tendance émerge des succès passés. Il y a vingt ans, les transitions démocratiques populaires et non violentes contre des dirigeants autoritaires et corrompus en Serbie (2000), en Géorgie (2003) et en Ukraine (2004) ont retenu l'attention des autocrates du monde entier. Par la suite, les dictateurs et les démagogues ont investi massivement dans le développement de leurs compétences, de leurs stratégies, de leurs capacités et de leur coordination transnationale afin de prévenir et de contrer les mouvements de résistance civile. Cependant, aucun contre-investissement comparable et de grande ampleur n'a été consenti par les alliés des mouvements.

Cette question nécessite une attention urgente, car toute stratégie viable visant à renverser l'autoritarisme à l'échelle mondiale dépendra en grande partie d'une pression civique efficace et ascendante. Heureusement, les gouvernements démocratiques, les ONG internationales, les organisations philanthropiques, les groupes de la diaspora et d'autres acteurs disposent de moyens pour soutenir les mouvements.



## **PERSPECTIVES ET PROCHAINES ÉTAPES ÉVENTUELLES**

L'impact de la plupart des formes de soutien apporté aux mouvements pro démocratiques est fonction du contexte.<sup>19</sup> Par exemple, dans certains cas, les sanctions économiques contre les gouvernements autoritaires ont aidé les mouvements, alors que dans d'autres cas, elles ont probablement eu un effet négatif. De même, dans certains cas, le financement direct a aidé les mouvements, et dans d'autres, il a été contre-productif. Cela nous amène au premier principe du soutien aux mouvements, qui consiste à s'engager auprès des acteurs locaux et à **écouter attentivement leurs besoins. Tout soutien apporté aux mouvements doit chercher à répondre à leurs besoins et être un prolongement de**

**leur stratégie (plutôt qu'un substitut).** L'efficacité du soutien passe par un engagement réactif avec les acteurs locaux.

En outre, les études suggèrent généralement que **l'une des formes les plus efficaces de soutien des mouvements est d'offrir une formation aux activistes et aux organisateurs.** En effet, les mouvements qui reçoivent une formation sont caractérisés par « une forte participation [du public], un faible taux de mortalité et une plus grande probabilité de désertion de la part des partisans de leurs opposants.<sup>20</sup> » Cela reflète l'idée qu'investir dans les compétences et les choix stratégiques d'un mouvement peut lui permettre de surmonter des conditions difficiles, de saisir des opportunités et de l'emporter sur des adversaires solidement implantés.

Le renforcement de la collaboration entre les alliés des mouvements est également d'une importance capitale pour accroître l'efficacité.<sup>21</sup> Les ONG de défense, les organisations philanthropiques, les gouvernements, les institutions multilatérales, les membres de la diaspora et d'autres entités ont chacun des avantages comparatifs spécifiques pour soutenir les mouvements en faveur de la démocratie et des droits humains, et ils sont beaucoup plus efficaces lorsque leurs efforts sont coordonnés.

De plus, à mesure qu'un mouvement évolue, ses besoins changent également, et **l'élaboration de cadres de soutien fondés sur les phases du mouvement peut également aider divers acteurs extérieurs à orienter leurs activités.**<sup>22</sup> Dès les premières phases d'un mouvement, lors de périodes de forte mobilisation, de répression, de transition et de post-transition, les acteurs extérieurs doivent être prêts à offrir des formes de soutien à la fois rapide et à long terme, en fonction des circonstances d'un mouvement.

On pourrait en dire beaucoup plus sur ce sujet, mais il convient de souligner que **les gouvernements démocratiques peuvent prendre des mesures dans le cadre de leur politique étrangère afin de créer un environnement favorable aux mouvements pro-démocratie et de défense des droits humains.**<sup>23</sup> En nouant des alliances plus étroites avec d'autres démocraties et en reconnaissant la menace

existentielle que représente la montée de l'autoritarisme, les démocraties doivent mettre en place des politiques visant à lutter contre l'autoritarisme, à défendre les droits humains et à soutenir la protection de la société civile. Il est impératif que ces priorités stratégiques soient de plus en plus intégrées et qu'elles aient un poids significatif dans les relations internationales en matière de commerce et de sécurité.



# STOPPER LE CHAOS CLIMATIQUE



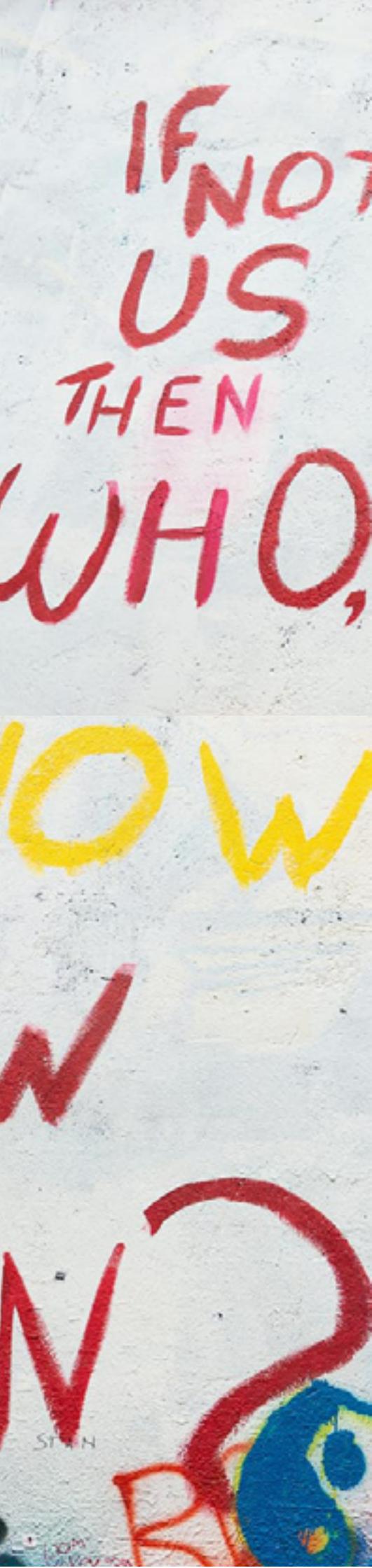
## LE DÉFI

L'impact global du changement climatique sur l'humanité fait désormais partie du quotidien. Si des mesures plus radicales et urgentes ne sont pas prises dans les prochaines années, ces réalités - l'insécurité alimentaire, les crises humanitaires, les inondations dues aux tempêtes et au niveau de la mer, la sécheresse, la chaleur extrême et les incendies de forêt, les espèces animales et végétales en voie d'extinction, la propagation de maladies, les perturbations économiques, les migrations massives involontaires, le risque accru de conflits violents – menacent, à terme, de mettre fin à la société telle que nous la connaissons.

Comme l'a fait remarquer le Secrétaire général des Nations unies, António Guterres, lors de la publication en mars 2023 du rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) : « Ce rapport est un appel à accélérer massivement les efforts climatiques de tous les pays, de tous les secteurs et de tous les calendriers. En bref, notre monde a besoin d'une action climatique sur tous les fronts — tout, partout, en même temps ». <sup>24</sup>

Pourtant, les émissions mondiales de CO<sub>2</sub> provenant de combustibles fossiles ont atteint un niveau record en 2022 et le carbone atmosphérique continue de battre de nouveaux records en 2023. <sup>25</sup> Les entreprises de combustibles fossiles ne font preuve d'aucune retenue — en 2022, les « cinq plus grandes d'entre elles » (Exxon, Chevron, Shell, BP et Total Energies) ont réalisé des bénéfices record de près de 200 milliards de dollars, et plus de 1 000 milliards de dollars ont été investis à l'échelle mondiale dans les infrastructures et l'extraction de combustibles fossiles. <sup>26</sup> Face à ces profits records, les gouvernements du monde entier ont continué à soutenir financièrement le gaz, le pétrole et le charbon, même si nombre d'entre eux s'étaient engagés à cesser de le faire. Par exemple, les pays du G20 ont subventionné les combustibles fossiles à hauteur de 1,4 trillion de dollars en 2022, dont 440 milliards de dollars pour de nouveaux investissements dans la production de combustibles fossiles. <sup>27</sup>

Les faits sont clairs : des décennies d'avertissements catastrophiques ont donné lieu à des réponses lentes et inadéquates, et l'une des principales raisons de cette situation réside dans la corruption des institutions publiques par les intérêts des entreprises. Grâce à leurs vastes ressources économiques, les entreprises de combustibles fossiles, de services publics, d'agriculture, de transport et autres exercent une influence considérable sur les dirigeants politiques et les secteurs gouvernementaux et non gouvernementaux. Elles incitent également à la désinformation et aux campagnes de désinformation, de sorte que les messages captés par le public deviennent confus, polarisés et, en définitive, la population ne parvient pas à exiger une action efficace de la part des représentants du gouvernement et des entreprises.



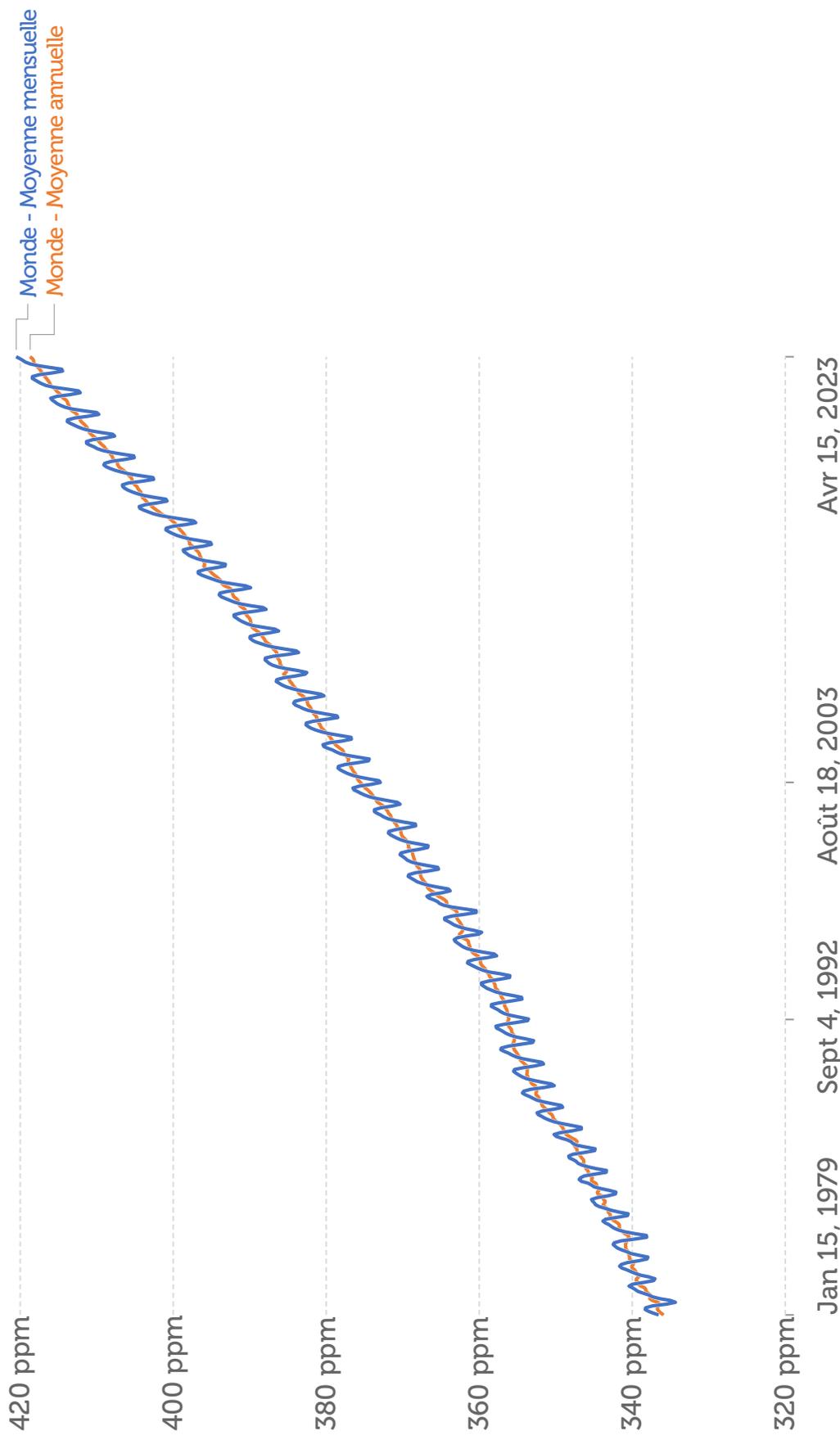
## **LE RÔLE DES MOUVEMENTS**

Les données scientifiques relatives au changement climatique sont connues depuis des dizaines d'années. Les connaissances et les technologies existent pour assurer une transition juste vers une économie neutre en carbone. Le principal obstacle à une réponse efficace face à l'ampleur et à la portée de la crise est le manque de volonté politique.

Le peuple constitue la plus grande source d'énergie inexploitée dans ce combat. Ces citoyens des pays du monde entier constituent une vaste réserve de pouvoir, et l'action non violente est la stratégie qui est à la portée de tous. Le pouvoir du peuple a la capacité de rééquilibrer les relations, d'imposer des coûts

## Figure 2. Concentration atmosphérique globale de CO2 dans le monde

La concentration de dioxyde de carbone (CO2) dans l'atmosphère est mesurée en parties par million (ppm).



Source : Administration nationale des océans et de l'atmosphère (NOAA)

Source : Hannah Ritchie, Max Roser, et Pablo Rosado, «[CO2 and Greenhouse Gas Emissions](#),» Our World in Data, mai 2017.

et de créer un effet de levier afin que les dialogues multilatéraux soient productifs, que les institutions gouvernementales respectent leurs mandats publics et que les forces du marché stimulent l'investissement dans les pratiques énergétiques durables.

Les résultats de nombreuses études suggèrent ou concluent que la mobilisation populaire a un impact.<sup>28</sup> Par exemple, une étude sur l'évaluation des manifestations et les niveaux d'émissions de gaz à effet de serre dans les États américains entre 1990 et 2007 a révélé que «le niveau d'émissions dans un État diminue lorsque les manifestations pro-environnementales augmentent».<sup>29</sup> Cette capacité de mobilisation environnementale à influencer les gouvernements et les industries ne se limite pas non plus aux démocraties. Par exemple, les préoccupations et les revendications environnementales ont été au cœur de nombreuses manifestations populaires en Chine, où elles ont donné lieu à des concessions de la part du gouvernement et à des changements de politique.<sup>30</sup>

En outre, l'activisme environnemental a la capacité avérée de former un cycle qui se renforce lui-même, créant une rampe d'accès pour que davantage de citoyens s'impliquent au fil du temps. Les études menées sur ce sujet démontrent que les marches en faveur du climat peuvent motiver les personnes inactives à s'engager dans l'activisme.<sup>31</sup> Il a également été constaté que les tactiques non violentes telles que les marches et la désobéissance civile augmentent le soutien des populations aux mouvements en faveur du climat, et donc le nombre potentiel de sympathisants auprès desquels ces mouvements peuvent recruter par la suite.<sup>32</sup>

Compte tenu de ces résultats et d'autres, certains chercheurs spécialisés dans le domaine de la philanthropie estiment que les mouvements constituent l'un des investissements les plus rentables pour lutter contre le changement climatique, puisque les émissions de carbone évitées par dollar/euro donné aux mouvements sont plus importantes que lorsqu'il s'agit d'organisations de défense de l'environnement plus conventionnelles.<sup>33</sup>



## **PERSPECTIVES ET PROCHAINES ÉTAPES ÉVENTUELLES**

Les mouvements en faveur de la justice climatique sont confrontés à un défi sans précédent. L'arrêt des émissions de carbone nécessite une transformation systémique de nombreux aspects de la société, notamment la production et l'utilisation de l'énergie, l'agriculture, les transports, l'industrie, le développement urbain et rural, la consommation d'eau, la finance et la politique commerciale.

Ces aspects de la société doivent être modifiés simultanément pour permettre une « transition juste » susceptible de corriger les inégalités entre ceux qui profitent et ceux qui souffrent des conséquences de la consommation des combustibles fossiles et de la transition vers une économie durable.

À cet égard, la justice climatique place le carbone et les êtres humains au centre de ses objectifs politiques.<sup>34</sup> Elle reconnaît que les lois de la physique exigent une transformation non négociable des économies basées sur les combustibles fossiles, et que cette transformation doit se faire d'une manière équitable pour les personnes au sein des sociétés ainsi qu'à l'échelle internationale.

Un changement d'une telle ampleur nécessite un mouvement à grande échelle, d'autant plus que la diversité des zones géographiques et des domaines concernés par la justice climatique offre aux alliés de nombreuses possibilités de jouer un rôle de soutien. Les principes et les pratiques (tels que le soutien à la formation et la coordination accrue des donateurs) décrits dans la section précédente sur le soutien aux mouvements pro-démocratie s'appliquent également aux mouvements en faveur de la justice climatique. Plusieurs autres aspects à prendre en compte sont décrits ci-dessous.

**Tout d'abord, il est essentiel pour l'activisme en faveur de la justice climatique**, de favoriser les coalitions de mouvements et d'établir des liens divers. Les entreprises de combustibles fossiles opèrent et coordonnent leurs activités aux niveaux local, national, régional et international, ce qui signifie qu'elles sont soumises à des pressions compensatoires à chacun de ces niveaux. Pour ce faire, les militants en faveur du climat ont besoin d'un grand nombre d'alliés, tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger, avec des professions et des compétences multiples. Par exemple, les alliés du mouvement peuvent être des militants d'autres localités et d'autres régions, des journalistes et des professionnels de la communication, des scientifiques, des ingénieurs et des chercheurs, certains entrepreneurs et entreprises, ainsi que des avocats et des décideurs politiques ayant des relations privilégiées avec les institutions. L'idéal serait de soutenir l'investissement dans ces liens



et ces coalitions avant qu'un mouvement n'en ait besoin, afin qu'ils soient immédiatement disponibles en cas de besoin.

Particulièrement, **les liens entre les mouvements démocratiques, la lutte contre la corruption et les militants de la justice climatique peuvent être mutuellement bénéfiques.** Les études montrent que la volonté d'un gouvernement de lutter contre le changement climatique dépend fortement de son niveau de démocratie. Par exemple, selon l'institut Varieties of Democracy (V-Dem), « passer des niveaux de démocratie les plus bas (le cas de la Chine) aux plus élevés (le cas du Canada) équivaut à une augmentation de 19 % des engagements politiques en faveur de l'atténuation du changement climatique. Passer d'un régime totalement autoritaire à une démocratie complète... génère une forte augmentation de l'ambition [objectifs fixés dans le cadre de l'Accord de Paris], équivalant à près de  $-1,6^{\circ}\text{C}$  ». <sup>35</sup> En outre, même au sein des démocraties, la qualité est importante. Lorsque les démocraties sont corrompues, les études montrent qu'elles sont nettement moins susceptibles de mettre en œuvre des politiques climatiques efficaces. <sup>36</sup> Ainsi, les organisateurs concernés par les questions de corruption, de démocratie et de justice climatique ont des raisons de faire cause commune.

Il est de plus en plus possible de soutenir une collaboration aussi diversifiée et de susciter un soutien public important, étant donné que les effets du changement climatique sont ressentis à divers degrés par les populations

du monde entier. Chaque catastrophe climatique est l'occasion de dénoncer à la fois la crise et les coupables qui en profitent, de mettre en avant l'expérience largement partagée de l'insécurité et de la vulnérabilité qui en résultent et de motiver une réponse collective.<sup>37</sup>

Au-delà du soutien en matière de coalition et de communication, **les mouvements ont également besoin d'alliés qui peuvent les aider à lutter contre la répression.** Au regard de l'urgence et des enjeux de la crise climatique, l'activisme climatique devrait être considéré comme «une forme d'engagement civique» bien accueillie et encouragée par les citoyens.<sup>38</sup> Pourtant, même dans les démocraties, l'activisme climatique a été mis à mal par les gouvernements qui ont adopté des lois répressives portant atteinte aux droits des activistes et visant à annihiler leur capacité à se mobiliser de manière non violente pour exiger des actions.<sup>39</sup> Par exemple, avec le soutien de l'industrie pétrolière et gazière, des lois récentes dans plusieurs pays théoriquement démocratiques ont considérablement limité les lieux de manifestation et ont considérablement augmenté les amendes, les peines et la responsabilité juridique en cas de perturbation non violente par les militants de la justice climatique.<sup>40</sup> Si les pollueurs climatiques parviennent à étouffer le pouvoir du peuple par des lois répressives, cela obligera les gens à s'appuyer excessivement sur des canaux institutionnels qui se sont déjà révélés inadéquats. Ainsi, la lutte contre les lois répressives et la défense des activistes représentent un front crucial où les alliés du mouvement peuvent s'impliquer.

Une autre perspective pour les alliés du mouvement réside dans le fait que les mouvements en faveur de **la justice climatique sont présents dans tous les pays du monde, cependant nombre d'entre eux n'ont reçu qu'un faible soutien par rapport à la contribution de leur pays dans les émissions mondiales de gaz à effet de serre.** Cela est évident en matière de philanthropie, où environ «35 % de la philanthropie climatique est destinée aux États-Unis et environ 10 % à l'Europe, qui ensemble ne représentent qu'environ 15 % des émissions futures».<sup>41</sup> De même, plusieurs pays reçoivent comparativement moins d'attention philanthropique mais sont également de grands émetteurs, notamment la Chine, l'Inde, l'Indonésie, la Corée du Sud et le Japon. D'autres pays

en revanche ne sont pas de gros émetteurs, mais constituent des champs de bataille cruciaux parce qu'ils possèdent des réserves de combustibles fossiles ou des territoires convoités pour la construction d'oléoducs et d'autres infrastructures. Dans ces pays-là, l'augmentation du soutien des mouvements peut entraîner une baisse significative des émissions.<sup>42</sup>



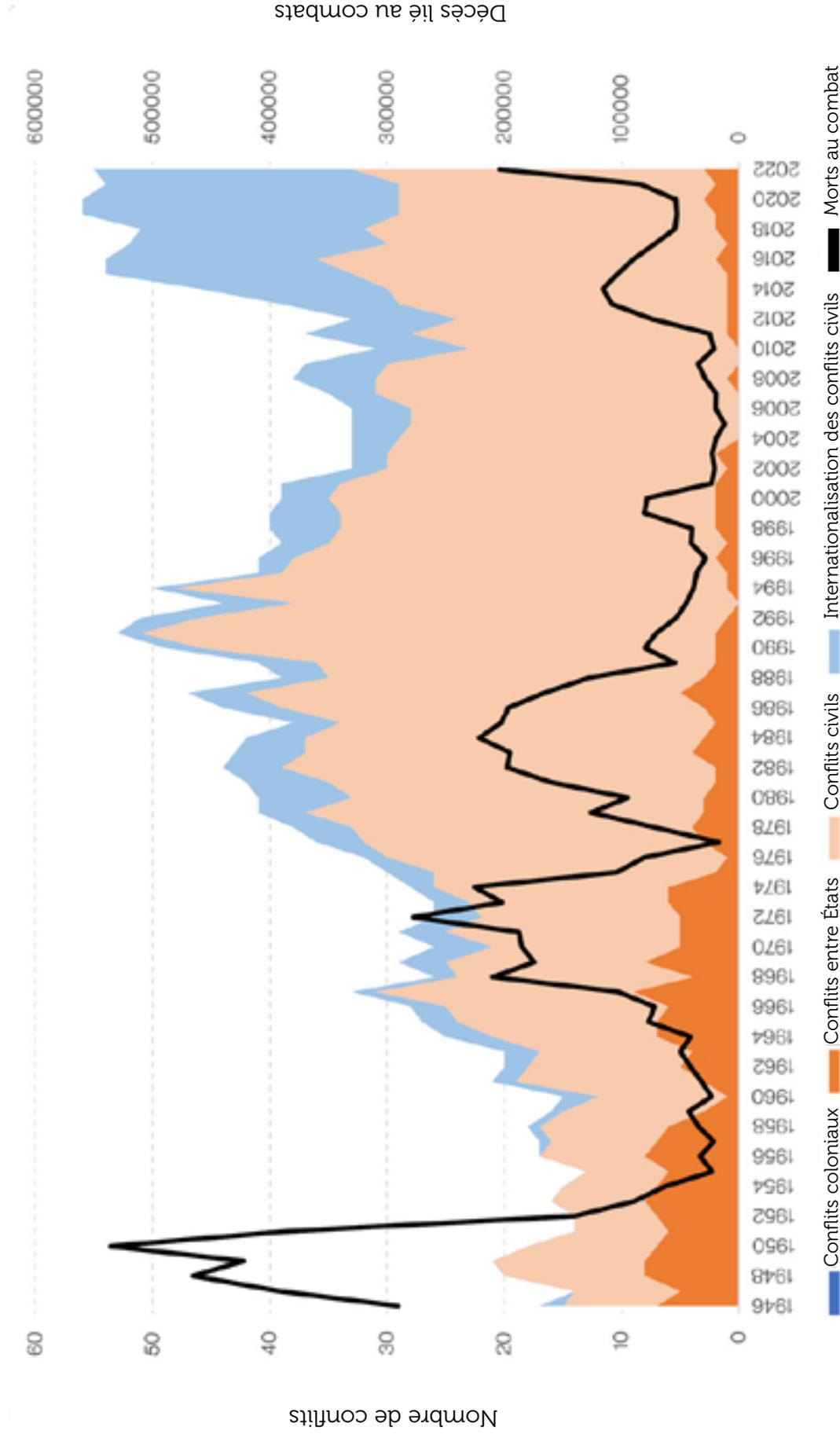
## **PROMOUVOIR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ**



## **LE DÉFI**

L'année 2022 a été marquée par une détérioration de la paix et de la sécurité mondiales à plusieurs égards. Sous l'effet des conflits en Ukraine et en Éthiopie, le nombre de personnes tuées au combat dans des conflits interétatiques et intraétatiques a atteint son niveau le plus élevé depuis 1984.<sup>43</sup> L'année 2022 a également été celle d'un maintien à un niveau élevé, depuis près de dix ans, des conflits intraétatiques « internationalisés », au cours desquels des gouvernements étrangers soutiennent activement un ou plusieurs groupes de combattants dans une guerre civile.<sup>44</sup> Ces tendances, ainsi que d'autres, sont illustrées dans le graphique de la page suivante.<sup>45</sup>

**Figure 3. Nombre de pays ayant connu un conflit armé à caractère étatique, par type de conflit (1946-2022)**



Source : Lacina & Gieditsch Battle Death Dataset (2005); UCDP/PRIO Armed Conflict Dataset; UCDP Battle-Related Deaths Dataset (Davies et al., à venir) comme cité dans Júlia Palik, Anna Marie Obermeier, et Siri Aas Rustad, Conflict Trends: A Global Overview, 1946–2021, Peace Research Institute Oslo (PRIO), 2022.

Les conflits entre groupes non étatiques (tels que les groupes criminels ou terroristes) ont également augmenté en 2022, contribuant ainsi à faire de cette année « l'une des cinq années les plus meurtrières en matière de conflits non étatiques depuis 1989 ». <sup>46</sup> Cette évolution s'inscrit dans une tendance plus vaste au cours des neuf dernières années, marquées par « des niveaux de violence non étatique sans précédent », notamment en raison de la situation au Mexique et en Syrie. <sup>47</sup>

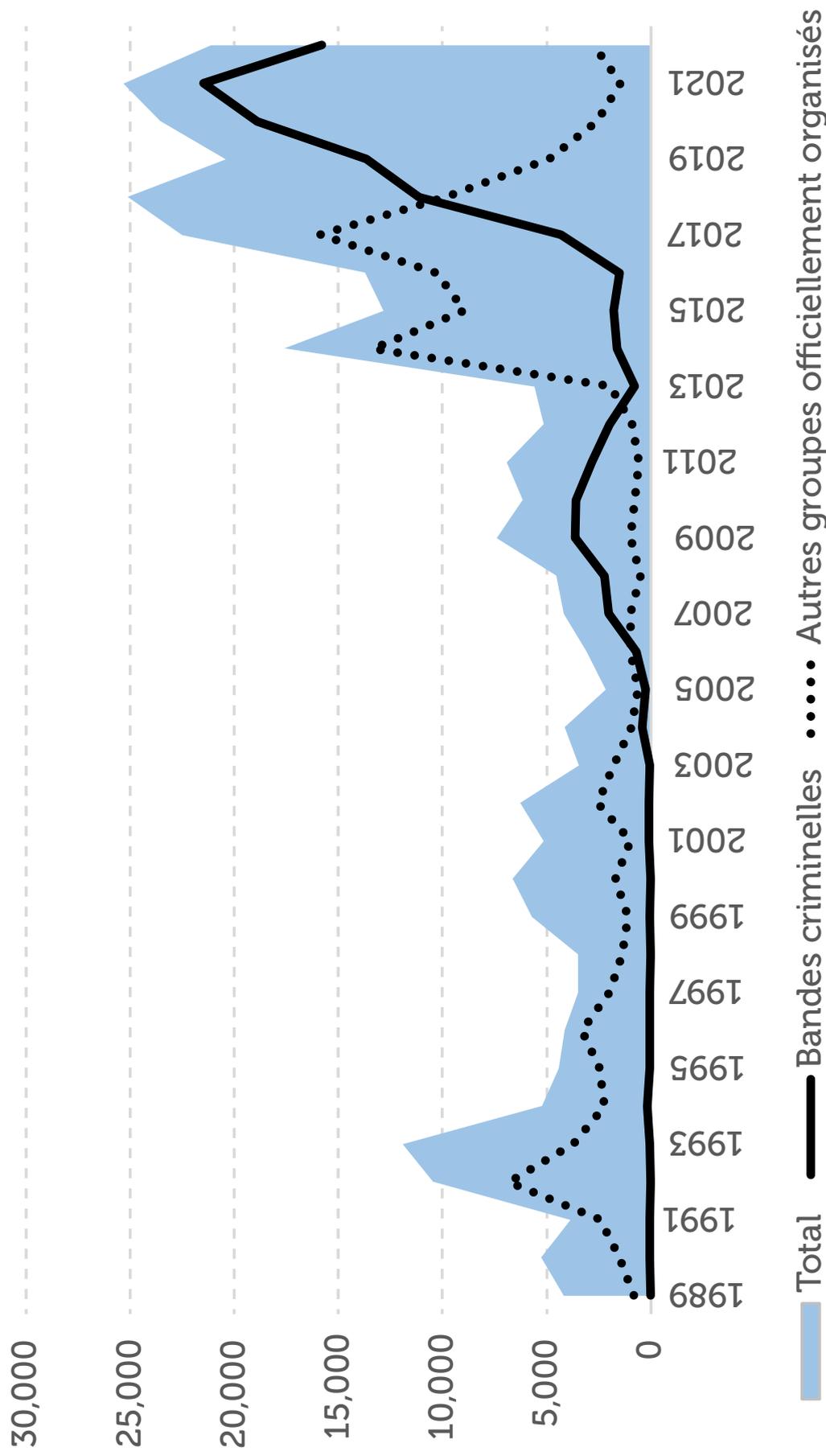
Dans ce contexte de violence et d'insécurité croissantes, l'impact des conflits sur les civils s'est également aggravé. Selon l'Armed Conflict Location and Event Data Project (ACLED), « la violence ciblant les civils a augmenté de 12 % dans le monde en 2022 par rapport à 2021... [et] les décès estimés résultant du ciblage direct des civils ont augmenté d'au moins 16 % l'année dernière ». <sup>48</sup> La violence politique a également augmenté de 27 % par rapport à l'année précédente, avec plus de 125 000 cas enregistrés en 2022. <sup>49</sup>



## LE RÔLE DES MOUVEMENTS

Les mouvements populaires peuvent influencer de manière constructive les conflits, la paix et la sécurité de plusieurs manières. Tout d'abord, ces mouvements peuvent créer des conditions de nature à réduire le risque de conflit violent et d'insécurité dans les sociétés. Ensuite, ils peuvent réduire l'intensité d'un conflit en modifiant le comportement et les calculs stratégiques des groupes armés et en prenant d'autres mesures de protection à l'égard des civils. Enfin, ils peuvent accroître la probabilité de voir les conflits violents en cours trouver une solution pacifique.

**Graphique 4. Nombre de morts suite à des conflits non étatiques entre bandes criminelles en comparaison avec d'autres groupes organisés de manière formelle (1989-2022)**



Source : Shawn Davies, Thérèse Pettersson, et Magnus Öberg, "Organized Violence, 1989–2022, and the Return of Conflict Between States," dans *Journal of Peace Research* 60, no. 4

**Afin de réduire le risque de conflit violent à long terme, les mouvements peuvent promouvoir certaines valeurs tels que la démocratie, les droits humains, la transparence et l'État de droit, propices à la paix et à la stabilité.** Les études montrent que les démocraties sont moins susceptibles que les gouvernements autoritaires de s'engager dans des guerres interétatiques et intraétatiques ou d'abriter des acteurs non étatiques violents.<sup>50</sup> À titre d'exemple, il est pratiquement impensable qu'une Russie démocratique déclenche la guerre contre l'Ukraine, apporte un soutien militaire au gouvernement de Bachar el-Assad en Syrie et héberge le groupe Wagner, qui jouit d'une réputation internationale en matière de violation des droits de l'homme. Il s'agit là d'un exemple très concret des dangers d'un monde de plus en plus autoritaire, bien qu'il souligne également la capacité des mouvements populaires à réduire les risques de conflits violents en encourageant les transitions démocratiques.

Cependant, le passage de l'autoritarisme à la démocratie comporte également ses propres défis. Les périodes de transition démocratique, qu'elles soient le fruit d'une résistance civile, de négociations entre élites ou d'autres moyens, se traduisent généralement par une probabilité accrue de guerre civile (comme le montrent les événements en cours en Birmanie et au Soudan).<sup>51</sup> Ainsi, les mouvements populaires susceptibles de favoriser la sécurité démocratique à long terme peuvent également déboucher sur des périodes d'instabilité accrue. Alors que ces mouvements continuent de lutter pour leurs droits et la démocratie, la communauté internationale devrait accorder une plus grande attention à la réduction des risques de violence pendant les phases de transition.

**Les mouvements peuvent également prévenir les conflits violents en proposant une alternative efficace à la violence.**<sup>52</sup> Lorsque les communautés ont le sentiment que leurs intérêts fondamentaux sont menacés, elles sont prêtes à se battre en employant les moyens qu'elles jugent les plus efficaces. La plupart du temps, les gens concluent que rejoindre des groupes violents est la seule option viable, et pourtant les mouvements populaires peuvent aussi donner un sentiment

d'autonomie et rediriger la colère des gens vers des tactiques non violentes efficaces afin de répondre à leurs griefs.<sup>53</sup> Il s'agit là d'un moyen possible de contrecarrer l'émergence de groupes armés et leurs efforts de recrutement.

Dans les conflits en cours, les groupes armés substituent parfois de manière fonctionnelle la violence au pouvoir du peuple en changeant leurs stratégies et tactiques (de manière temporaire ou plus permanente) et en optant pour des moyens non violents.<sup>54</sup> Cette dynamique a été observée à différents moments dans les conflits au Népal, au Timor oriental, en Papouasie occidentale, en Égypte, en Afrique du Sud, en Palestine, au Sahara occidental, au Mexique et en Colombie.<sup>55</sup>

**Lorsqu'un conflit est en cours, les mouvements peuvent également entreprendre des actions pour limiter son intensité.**<sup>56</sup> Des études menées sur 16 guerres civiles en Afrique entre 1990 et 2009 montrent que les tactiques civiles de non-coopération telles que les grèves et les boycotts peuvent réduire de manière significative le nombre de morts dans les conflits.<sup>57</sup> D'autres études ont montré que l'auto-organisation des communautés dans le cadre de pourparlers locaux avec les groupes armés peut avoir des effets similaires.<sup>58</sup> Le cas de la Colombie et de la Syrie suggère également que les civils organisés, vivant dans les zones de conflit, peuvent être mieux placés que les grandes organisations internationales (tels que les Nations unies ou le Comité international de la Croix-Rouge) pour transmettre les normes de respect de la vie et du droit international humanitaire aux acteurs armés.<sup>59</sup>

**Les mouvements peuvent également accroître la probabilité que les conflits violents débouchent sur une paix durable et équitable.** Les manifestations et l'engagement politique de la société civile ont permis d'inciter les parties à entamer des pourparlers de paix, et les actes générateurs de perturbations tels que les sit-in et les blocus ont contribué à faire aboutir ces pourparlers à une conclusion pacifique.<sup>60</sup> De manière plus générale, une analyse des guerres civiles de 1955 à 2013 montre que lorsque des mouvements non violents sont actifs dans un conflit armé, celui-ci a plus de chances d'aboutir à un règlement pacifique et à une démocratisation à l'issue du conflit.<sup>61</sup> À titre d'exemple,

5 000 femmes libériennes d'horizons divers ont organisé des veillées et des manifestations pour stimuler les pourparlers de paix en 2003, puis ont envoyé une délégation qui a organisé des sit-in et un blocus non violent sur le site de négociation lorsque les négociations de paix semblaient s'enliser.<sup>62</sup>

En outre, un nombre croissant d'études reconnaissent que l'inclusion directe de la société civile dans les négociations de paix permet d'obtenir de meilleurs résultats dans les conflits. Ainsi, il a été constaté que les **actes de manifestation non violente de la société civile augmentent la probabilité que des groupes de la société civile soient inclus**, et se voient confier des rôles importants comme celui de participant à part entière ou de médiateur, dans les négociations de paix.<sup>63</sup>

Enfin, une fois les négociations officielles terminées, **les mouvements populaires peuvent jouer un rôle crucial en veillant à ce que toutes les parties respectent leurs engagements** et à ce que les nouvelles politiques pertinentes soient mises en œuvre.<sup>64</sup>



## **PERSPECTIVES ET PROCHAINES ÉTAPES ÉVENTUELLES**

Une fois qu'un conflit violent a éclaté dans une société, il est notoirement difficile de passer à une paix durable. Des solutions aux multiples facettes ainsi qu'un suivi et un engagement sur le long terme sont nécessaires. De ce fait, il est fortement possible d'intégrer à la fois une approche de consolidation de la paix et une approche de l'action non violente dans la résolution des conflits. Si les objectifs sont similaires, les approches sont différentes (par exemple, l'adoption d'une position impartiale ou de défense dans un conflit, ou le rôle de la pression descendante versus la pression ascendante) et apportent un éventail précieux d'outils et d'idées au processus de paix.<sup>65</sup> Le fait de s'inspirer de chacune de ces approches élargit les possibilités pour les activistes de s'engager à différents stades d'un conflit.

Pour intégrer la construction de la paix et l'action non violente, il convient de prendre en compte les points soulignés relatifs au soutien des mouvements en faveur de la démocratie et de la justice climatique. Plusieurs autres options sont énumérées ci-dessous à l'intention des alliés des mouvements.

Tout d'abord, **il faut tendre activement la main aux mouvements populaires et s'engager auprès d'eux à tous les stades d'un conflit, y compris en période de conflit actif, pendant les négociations de paix et lors de la mise en œuvre des accords de paix.** Il s'agit là d'un changement important, car le schéma traditionnel de résolution des conflits violents a souvent consisté, pour les acteurs armés, à retenir l'attention des médias et des tiers et, pour les civils, à être perçus comme des victimes impuissantes ayant besoin d'être protégées. Certes, la protection des civils est d'une importance capitale et, dans certains cas, les civils n'ont que peu ou pas d'options viables pour une action non violente, efficace, toutefois, dans d'autres cas, on laisse passer une occasion cruciale en négligeant la faculté des civils à jouer un rôle significatif dans le conflit lui-même.

Même dans le cas de conflits caractérisés par l'absence d'un grand mouvement unique, au profit de plusieurs petits mouvements populaires très localisés, ces derniers méritent d'être pris en compte. Ce faisant, les acteurs de la consolidation de la paix peuvent élargir leur répertoire d'activités à tous les stades de leur action. Il faudrait notamment que l'inclusion des représentants des mouvements dans les négociations de paix, la défense de leurs préoccupations et aspirations légitimes auprès d'autres acteurs et la poursuite du dialogue avec les mouvements dans les périodes succédant à la résolution, soient considérées comme des éléments de base pour instaurer une paix durable.

Cela implique des compromis difficiles. Les acteurs armés et les mouvements populaires ont souvent des exigences contradictoires qui peuvent ne pas être conciliées à court terme. Cependant, accorder une priorité excessive aux demandes des acteurs violents au détriment des mouvements populaires lors des négociations et des phases

postérieures à la résolution d'un conflit (comme cela s'est produit après que le mouvement pro démocratique soudanais a chassé l'autocrate Omar el-Béchir en 2019) peut aboutir à une paix non durable.<sup>66</sup> Le fait de ne pas s'attaquer aux profonds déséquilibres du pouvoir et aux problèmes d'injustice structurelle peut ouvrir la voie à un retour en arrière.

Deuxièmement, **les alliés du mouvement peuvent mettre en place leurs propres programmes et compétences pour encourager le partage des connaissances au niveau local, l'éducation du public et les efforts de formation en matière de pouvoir du peuple.** Les populations civiles confrontées à l'oppression et à l'injustice sont de plus en plus nombreuses à réclamer leur protection et à s'opposer aux auteurs d'abus. Le pouvoir du peuple a le potentiel de surpasser la violence et de répondre à cette demande, mais des investissements sont nécessaires pour favoriser l'échange d'informations sur ses avantages et sa mise en place de façon concrète.<sup>67</sup> Il n'appartient pas aux acteurs externes de jouer ce rôle. Toutefois, ils peuvent soutenir les acteurs locaux préoccupés par la violence et désireux de plaider en faveur d'une alternative. Prendre contact avec ces personnes, leur demander ce dont elles ont besoin et leur offrir un soutien, qu'il s'agisse de financement, d'information ou encore de la mise en contact avec d'autres militants ou experts en la matière, permettent de sensibiliser le public aux options non violentes et de donner aux défenseurs du pouvoir du peuple les moyens de faire valoir leur vision.

Troisièmement, **soutenir la poursuite des recherches sur le rôle des mouvements populaires dans la promotion de la paix et de la sécurité.** Les études réalisées à ce jour indiquent que les mouvements peuvent prévenir, atténuer et contribuer à résoudre les conflits violents de manière prometteuse, et ces sujets méritent d'être approfondis. Par exemple, les conflits armés nécessitent souvent des activités très localisées de la part des forces sur le terrain, ce qui signifie que de nombreuses interactions entre les mouvements non violents et les acteurs armés sont également localisées et informelles, et qu'elles ne bénéficient pas toujours de la visibilité qu'elles méritent.<sup>68</sup>

C'est la raison pour laquelle il est tout à fait nécessaire de documenter, d'analyser et de partager les exemples et les enseignements tirés de ces mouvements. Quelles sont les stratégies utilisées par les mouvements pour négocier des trêves ou des cessez-le-feu locaux, pour mettre en place des couloirs humanitaires, pour créer des institutions alternatives permettant l'autogestion et l'autosuffisance, ou pour organiser des manifestations, des grèves et des boycotts qui exercent une pression directe sur les acteurs armés ? Des recherches supplémentaires sur la capacité des mouvements à prévenir la reprise des conflits violents après la signature d'un accord de paix sont également nécessaires. Existe-t-il des stratégies, des tactiques ou des options d'engagement de tiers auprès des mouvements susceptibles de faire évoluer les probabilités sur cette question de manière constructive ?



# CONCLUSION



Les crises peuvent être accablantes, mais elles peuvent aussi faire converger les esprits. De même qu'elles peuvent accentuer les divisions, elles peuvent aussi forger l'unité et susciter des objectifs communs. Elles peuvent conduire à la frustration et au désespoir, mais aussi à l'innovation et à la créativité. Nous devons privilégier l'unité, la convergence et l'innovation : seules options viables pour un monde digne d'être protégé et pour lequel il vaut la peine de se battre.

Des progrès sont possibles. Tout comme l'aggravation d'une crise peut en alimenter une autre, les progrès réalisés dans la résolution d'une crise peuvent aider à en résoudre une autre. La première étape consiste à évaluer clairement ce qui fonctionne, et ce qui n'a pas fonctionné, afin d'apporter des changements. Les stratégies peuvent alors être ajustées. De nouvelles capacités peuvent être développées. Le renforcement de la collaboration et du soutien aux mouvements n'est pas la seule option stratégique à l'heure actuelle, mais il s'agit là d'une option essentielle qui devrait être exploitée si l'on veut véritablement faire face à un monde en péril.

Cet essai a été commandé par ActionAid Danemark dans le cadre de la conférence sur le pouvoir du peuple de Copenhague qui s'est tenue les 28 et 29 septembre 2023. Je leur suis reconnaissant du soutien qu'ils m'ont apporté.

Je tiens à remercier tous ceux qui ont relu les versions préliminaires de ce travail et qui m'ont fait part de leurs commentaires, notamment (par ordre alphabétique) : Tom Hastings, Ivan Marovic, Richard Miller, Bruce Pearson, Ines Pousadela, et Tim Whyte. Un merci tout particulier à Bruce Pearson pour l'édition et la production et Amber French pour la production de cette traduction.

**RE  
MERC  
EMENTS**

## AU SUJET DE L'AUTEUR

**H**ardy Merriman est le président du Centre international sur le conflit non violent (ICNC) et chercheur principal non-résident au Centre Scowcroft pour la stratégie et la sécurité du Conseil atlantique.

Il a œuvré dans le champ de la résistance civile pendant plus de vingt ans, en animant un grand nombre d'ateliers à l'intention des activistes et des organisateurs de mouvements à travers le monde; en élaborant des programmes sur ce thème et en offrant des subventions aux praticiens et universitaires; en publiant des avis et en s'exprimant largement sur les mouvements de résistance civile auprès d'universitaires, de journalistes et de membres d'organisations internationales.

Outre ses fonctions de président du Centre international sur le conflit non violents, il a également été professeur adjoint à la Fletcher School of Law and Diplomacy de l'université Tufts de 2016 à 2018.

Ses travaux ont été traduits en plusieurs langues. Parmi les publications récentes figurent : *Fostering a Fourth Democratic Wave: A Playbook for Countering the Authoritarian Threat* (2023), *Glossary of Civil Resistance: A Resource for Study and Translation of Key Terms* (2021) and *Preventing Mass Atrocities: From a Responsibility to Protect (RtoP) to a Right to Assist (RtoA) Campaigns of Civil Resistance* (2019).



# NOTES DE BAS DE PAGE

**1.** Il est difficile de déterminer avec exactitude à quel moment le changement climatique est devenu une préoccupation publique. En 1957, les scientifiques Roger Revelle et Hans Suess ont déclaré au sujet des émissions de CO<sub>2</sub> que « Ainsi, les êtres humains réalisent actuellement une expérience géophysique à grande échelle d'un type qui n'aurait pas pu se faire dans le passé ni être reproduit à l'avenir ». En 1965, un comité consultatif du président des États-Unis a déclaré que la question de l'effet de serre était « réellement préoccupante ». En 1975, le scientifique américain Wallace Broecker a publié l'article « Changement climatique : sommes-nous au bord d'un réchauffement planétaire prononcé ? » paru dans la revue *Science*, mettant ainsi le terme « changement climatique » dans le domaine public.

Sources : Alexandra Witze, [« Our Climate Change Crisis, »](#) *ScienceNews*, 10 mars 2022.

[“A Brief History of Climate Change,”](#) *BBC News*, 20 septembre 2013.

This Day in History, [“The Term ‘Global Warming’ Appears for the First Time,”](#) *History*, 2 août 2022.

**2.** Par exemple, cf Ville Lähde, [« The Polycrisis, »](#) *Aeon*, 17 août 2023.

**3.** Sur la base des définitions contenues dans : Bill Moyer, *Doing Democracy* (Gabriola Island, BC: New Society Publishers, 2001).

John McCarthy, “Social Movements,” dans *Protest,*

*Power, and Change*, édité par Roger S. Powers, William B. Voegelé, Christopher Kruegler, et Ronald M. McCarthy (New York: Garland Publishing, 1997).

**4.** Par exemple, voir : Erica Chenoweth et Maria J. Stephan, *Pouvoir de la non-violence* (Paris: Calmann-Lévy, 2021).

Jonathan Pinckney, *From Dissent to Democracy: The Promise and Perils of Civil Resistance Transitions*. (New York : Oxford University Press, 2020).

**5.** Pour une revue de la littérature sur les impacts de l'activisme climatique, cf : Dana R. Fisher et Sohana Nasrin, [“Climate Activism and Its Effects,”](#) dans *WIREs Climate Change* 12, no. 1 (janvier/février 2021).

**6.** Pour un exemple illustrant l'impact des mouvements populaires sur l'issue d'un conflit, cf : Luke Abbs, [《The Impact of Nonviolent Resistance on the Peaceful Transformation of Civil War》](#) (Washington: ICNC Press, 2021). Par exemple, cf: Hardy Merriam, Patrick Quirk, and Ash Jain, [《Fostering a Fourth Democratic Wave: A Playbook for Countering the Authoritarian Threat》](#) (Washington: Atlantic Council, 2023).

Erica Chenoweth et Maria J. Stephan, [《The Role of External Support in Nonviolent Campaigns: Poisoned Chalice or Holy Grail?》](#) (Washington: ICNC Press, 2021).

**7.** Freedom House constate 17 années de déclin démocratique.

cratique et de résurgence autocratique : Yana Goro-khovskaia, Adrian Shahbaz, et Amy Slipowitz, [“Marking 50 Years in the Struggle for Democracy.”](#)

L’institut V-Dem constate que «le niveau de démocratie dont a joui le citoyen moyen dans le monde en 2022, est retombé à son niveau de 1986». Il est calculé en évaluant le niveau de démocratie dans les pays du monde entier, en pondérant ce niveau de démocratie en fonction de la population de chaque pays, puis en faisant la moyenne des résultats à l’échelle mondiale.

V-Dem Institute, [Democracy Report 2023: Defiance in the Face of Autocratization, 9–10.](#)

**8.** Certaines sources sur la relation entre l’autoritarisme et divers facteurs sont énumérées ci-dessous.

Risque accru de conflits violents et d’instabilité :

V-Dem Institute, [The Case for Democracy: Does Democracy Bring International and Domestic Peace and Security?](#), *Policy Brief* 30, 11 mai 2021.

Insécurité : V-Dem Institute, [The Case for Democracy: Are Democracies Better for Social Protection of the Poor, Gender Equality, and Social Cohesion?](#), *Policy Brief* 28, 11 mai 2021.

Crises humanitaires et hébergement d’acteurs non étatiques violents : Madeleine Albright et Mehdi Jomaa, [Liberal Democracy and the Path to Peace and Security](#) (Washington: Brookings

Institution, septembre 2017),

Corruption :

Clay R. Fuller, [Dismantling the Authoritarian-Corruption Nexus](#) (Washington: American Enterprise Institute, juillet 2019).

Saper les institutions multilatérales :

Rana Siu Inboden, [Defending the Global Human Rights System from Authoritarian Assault: How Democracies Can Retake the Initiative](#) (Washington: National Endowment for Democracy, 2023).

Atteintes à la démocratie : [Sharp Power Research Portal](#)

**9.** V-Dem Institute, [The Case for Democracy: Do Democracies Perform Better Combatting Climate Change?](#), *Policy Brief* 31, 11 mai 2021.

**10.** Erica Chenoweth, [“The Future of Nonviolent Resistance,”](#) dans *Journal of Democracy* 31, no. 3 (juillet 2020): 69–84.

**11.** Chenoweth, “The Future of Nonviolent Resistance.”

**12.** Chenoweth et Stephan, *Pouvoir de la non-violence.*

**13.** Idem.

**14.** Judith Stoddard, [“How Do Major, Violent and Nonviolent Opposition Campaigns, Impact Predicted Life Expectancy at Birth?”](#) dans *Stability: International Journal of Security and Development* 2, no. 2 (2013).

**15.** Adrian Karatnycky et Peter Ackerman, [“How Freedom is Won: From Civil Resistance to Durable Democracy”](#) (Washington: Freedom House, 2005).

**16.** Petter Grahl Johnstad, [“Nonviolent Democratization: A Sensitivity Analysis of How Transition Mode and Violence Impact the Durability of Democracy,”](#) dans *Peace & Change* 35, no. 3 (juillet 2010).

**17.** Merriman, Quirk, et Jain, *Fostering a Fourth Democratic Wave.*

**18.** Cf : Chenoweth, “The Future of Nonviolent Resistance.” Erica Chenoweth, [“Can Nonviolent Resistance Survive COVID-19?”](#) dans *Journal of Human Rights* 21, no. 3 (2022): 304–16.

**19.** Chenoweth et Stephan, *The Role of External Support.*

**20.** Idem, 2.

**21.** Par exemple, cf : Chenoweth et Stephan, *The Role of External Support.*

Benjamin Naimark-Rowse, [“Dollars and Dissent: Donor Support for Grassroots Organizing and Nonviolent Movements”](#) (Washington: ICNC Press, 2022).

**22.** Pour un exemple de cinq étapes de mouvement et de considérations pour un soutien externe dans chacune d’entre elles, cf : Merriman, Quirk, et Jain. *Fostering a Fourth Democratic Wave.*

- 23.** Merriman, Quirk, et Jain. *Fostering a Fourth Democratic Wave*.
- 24.** António Guterres. [“Secretary-General Calls on States to Tackle Climate Change ‘Time Bomb’ through New Solidarity Pact, Acceleration Agenda, at Launch of Inter-governmental Panel Report,”](#) communiqué de presse, Nations Unies, 20 mars 2023.
- 25.** [CO2 Emissions in 2022](#) (Paris: International Energy Agency, mars 2023).
- 26.** Oliver Milman, [“Monster Profits’ for Energy Giants Reveal a Self-Destructive Fossil Fuel Resurgence,”](#) *The Guardian*, 9 février 2023.
- 27.** Tara Laan, Anna Geddes, Olivier Bois von Kursk, Natalie Jones, Kjell Kuehne, Livi Gerbase, Claire O’Manique, Deepak Sharma, et Lorne Stockman, [“Fanning the Flames: G20 Pro-vides Record Financial Support for Fossil Fuels,”](#) *Energy Policy Tracker*.
- 28.** L’impact peut être multiforme. Il peut s’agir de changer l’opinion publique, d’impulser de nouvelles politiques, de modifier les comportements individuels et sociétaux, ou encore de changer les pratiques des entreprises de manière à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Fisher et Nasrin, “Climate Activism and Its Effects.”
- 29.** John Muñoz, Susan Olzak, et Sarah A. Soule, [“Going Green: Environmental Pro-](#)
- [test, Policy, and CO2 Emissions in U.S. States, 1990–2007,”](#) dans *Sociological Forum* 33, no. 2 (juin 2018): 403-21.
- 30.** H. Christoph Steinhardt et Fengshi Wu, [“In the Name of the Public: Environmental Protest and the Changing Landscape of Popular Contention in China,”](#) dans *The China Journal* 75 (janvier 2016).
- 31.** Janet K. Swim, Nathaniel Geiger, et Michael L. Lengieza, [“Climate Change Marches as Motivators for Bystander Collective Action,”](#) dans *Frontiers in Communication* 4 (2019).
- 32.** Dylan Bugden, [“Does Climate Protest Work? Partisanship, Protest, and Sentiment Pools,”](#) dans *Socius* 6 (2020).
- 33.** James Ozden, [“Protest Movements Could Be More Effective Than the Best Charities,”](#) *Stanford Social Innovation Review*, 14 avril 2022. *GIVINGGREEN.earth*, *The Cost-Effectiveness of Donating to Climate Change Activism*, novembre 2021.
- 34.** William Lawrence, [“Understanding Sunrise, Part 1: Strategy,”](#) *Convergence*, 14 mars 2022.
- 35.** V-Dem Institute, *The Case for Democracy: Do Democracies Perform Better Combatting Climate Change?*
- 36.** Marina Povitkina, [“The Limits of Democracy in Tackling Climate Change,”](#) dans *Environmental Politics* 27, no. 3 (2018): 411–32.
- 37.** ASO Communications, [“Mobilizing Americans After a Climate Disaster,”](#) Rapid Response Memo. Téléchargé le 13 septembre 2023.
- 38.** Fisher et Nasrin, “Climate Activism and Its Effects.”
- 39.** International Center for Non-Profit Law and European Center for Non-Profit Law, [“Closing Civic Space for Climate Activists,”](#) *Briefer*, juin 2020.
- 40.** Kristoffer Tigue, [“Bold Climate Protests Are Triggering Even Bolder Anti-Protest Laws,”](#) *Inside Climate News*, 22 novembre 2022.
- 41.** Sigal Samuel, [“Want to Fight Climate Change Effectively? Here’s Where to Donate Your Money,”](#) *Vox*, 29 novembre 2022.
- 42.** Samuel, “What to Fight Climate Change Effectively?”
- 43.** Anna Marie Obermeier, Håvard Strand, et Georgina Berry, [“Trends in State-Based Armed Conflict”, 1946–2022,](#) *PRIO Conflict Trends*, janvier 2023.
- 44.** Júlia Palik, Anna Marie Obermeier, et Siri Aas Rustad, [“Conflict Trends: A Global Overview, 1946–2021,](#) *Peace Research Institute Oslo (PRIO)*, 2022.
- 45.** Les acteurs internationaux non étatiques tels que les mercenaires (c’est-à-dire le groupe Wagner) et divers groupes terroristes sont également de plus en plus impli-

qués dans les conflits civils, mais le graphique de cette page ne reflète que l'implication des États étrangers dans les conflits civils.

- 46.** Shawn Davies, Thérèse Pettersson, & Magnus Öberg, [“Organized Violence, 1989–2022, & the Return of Conflict Between States,”](#) dans *Journal of Peace Research* 60, no. 4 (2023): 691-708.
- 47.** Davies, Pettersson, et Öberg, “Organized Violence,” 695.
- 48.** Timothy Lay, *Global Disorder in 2022: “Escalating Violence and the Worsening Civilian Burden,”* ACLED, janvier 2023.
- 49.** Lay, *Global Disorder in 2022.*
- 50.** Voir note de bas de page 8.
- 51.** V-Dem Institute, *The Case for Democracy: Does Democracy Bring International and Domestic Peace and Security?*
- 52.** Hardy Merriman et Jack DuVall, [“Dissolving Terrorism at Its Roots,”](#) dans *Nonviolence: An Alternative for Countering Global Terror(ism)*, édité par Ralph Summy et Senthil Ram (Hauppauge: Nova Science Publishers, 2007).
- 53.** Maria Stephan et Leanne Erdberg, [“To Defeat Terrorism, Use People Power,”](#) Minds of the Movement, 28 mars 2018.
- 54.** Véronique Dudouet, [“Dynamics and Factors of Transition from Armed Struggle to Nonviolent Resistance,”](#) dans *Journal of Peace Research* 50, no. 3 (2013): 401–13.
- 55.** Véronique Dudouet, *Civil Resistance and Conflict Transformation Transitions from Armed to Nonviolent Struggle* (New York: Routledge, 2015).
- 56.** Oliver Kaplan, *Resisting War: How Communities Protect Themselves* (Cambridge: Cambridge University Press, 2018).
- 57.** Luke Abbs et Marina G. Petrova, [“How—and When—People Power Can Advance Peace Amid Civil War,”](#) United States Institute of Peace, 15 juillet 2021.
- 58.** Oliver Kaplan, [“Protecting Civilians in Civil War: The Institution of the ATCC in Colombia,”](#) dans *Journal of Peace Research* 50, no. 3 (2013): 351–67. Juan Masullo Jiménez, [“The Power of Staying Put: Nonviolent Resistance Against Armed Groups in Colombia”](#) (Washington: ICNC Press, 2015).
- 59.** Oliver Kaplan, [“Nudging Armed Groups: How Civilians Transmit Norms of Protection,”](#) dans *Stability: International Journal of Security and Development* 2, no. 3 (2013).
- 60.** Abbs et Petrova, “How—and When—People Power Can Advance Peace Amid Civil War.”
- 61.** Abbs, *The Impact of Nonviolent Resistance on the Peaceful Transformation of Civil War.*
- 62.** Abbs et Petrova, [“How—and When—People Power Can Advance Peace Amid Civil War.”](#) Janel B. Galvanek et James Suah Shilue, *Working Tirelessly for Peace and Equality: Civil Resistance and Peacebuilding in Liberia* (Washington: ICNC Press, 2021).
- 63.** Desirée Nilsson et Isak Svensson, [“Pushing the Doors Open: Nonviolent Action and Inclusion in Peace Negotiations,”](#) dans *Journal of Peace Research* 60, no. 1 (2023): 58–72.
- 64.** Véronique Dudouet, [“Powering to Peace: Integrated Civil Resistance and Peacebuilding Strategies”](#) (Washington: ICNC Press, 2017).
- 65.** Idem.
- 66.** Sharath Srinivasan, [“Support Sudan’s Revolution, Not an Elite Peace Deal,”](#) *Foreign Policy*, 29 juin 2023.
- 67.** Merriman et DuVall, “Dissolving Terrorism at Its Roots.”
- 68.** Maia Hallward, Juan Masullo, et Cécile Mouly, [“Civil Resistance in Armed Conflict: Leveraging Nonviolent Action to Navigate War, Oppose Violence and Confront Oppression,”](#) dans *Journal of Peacebuilding & Development* 12, no. 3 (2017): 1-9.

# CRÉDITS IMAGES

Couverture et page 44 : Tomas Ayuso, avec permission.

Page 2 : @Greveduclimat (Twitter/X).

Sommaire et page 9 : LUCHA Congo, avec permission.

Page 5 : Ketakandriana Rafitoson, avec permission.

Pages 13, 19 et 32 : Anonyme, avec permission.

Pages 7, 15 et 40 : Amber French, avec permission.

Pages 22 et 35 : @fff\_europe (Twitter/X).

Pages 27, 29, 45 et 48 : Arno Sebban, avec permission.

Couverture dos : @womensmarch (Twitter/X).



Dans un monde confronté à des crises convergentes, où l'autoritarisme gagne du terrain, le changement climatique s'accélère et les conflits violents se multiplient, l'urgence d'un appel à l'action s'impose comme le souligne ces pages.

S'inspirant de la littérature existante sur le sujet et de la pratique, cet ouvrage révèle le rôle indispensable des mouvements non violents, qui utilisent des tactiques telles que les grèves, les boycotts, les manifestations et d'autres actes de non-coopération, pour faire face à ces crises.

Par ailleurs, il donne des indications sur la manière dont les alliés institutionnels peuvent mieux s'engager auprès de ces mouvements en vue de favoriser le changement.

**ICNC**  
**PRESS**

**act:onaid**  
*pour des peuples solidaires*

